

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2019/11207]

21 MARS 2019. — Arrêté royal pris en exécution de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité, les articles 4, 5, 9 et 23, alinéa 2 ;

Vu l'avis des Inspecteurs des Finances, donnés les 31 octobre 2018, 5 novembre 2018 et 13 novembre 2018 ;

Vu l'accord de la Ministre du budget, donné le 21 décembre 2018 ;

Vu l'avis n° 162/2018 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 décembre 2018 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 65.400/1 du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, de la Ministre des Affaires Sociales et du Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Le budget mobilité*

Article 1^{er}. Le budget mobilité, après déduction, le cas échéant, de la partie utilisée pour le financement d'une voiture de société respectueuse de l'environnement et des frais y afférents est mis en totalité à disposition du travailleur bénéficiaire sous une forme virtuelle.

Art. 2. L'employeur informe les travailleurs des moyens de transports durables qu'il accepte de financer au moyen du budget mobilité.

Art. 3. Le travailleur a, à tout moment, accès aux informations relatives à l'état de son budget mobilité, soit notamment :

- ses données d'identification sous la forme de son numéro d'identification, visé à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale ;
- la catégorie de fonction à laquelle il appartient ;
- la date à laquelle il a intégré la catégorie de fonction précitée ;
- le montant du budget qui lui est alloué, après déduction, le cas échéant, de la partie utilisée pour le financement d'une voiture de société respectueuse de l'environnement et des frais y afférents ;
- l'inventaire des moyens de transport durables qui ont déjà été financés ;
- le détail de l'imputation des dépenses en fonction des choix effectués par le travailleur ;
- la date à laquelle les moyens de transport durables ont été financés ;
- les frais de gestion du budget mobilité ;
- la durée de validité du budget mobilité ;
- le solde disponible ;
- les adaptations apportées au montant du budget en cas de changement de fonction ou de promotion.

Art. 4. L'employeur détermine les pièces justificatives à lui soumettre par le travailleur aux fins de prouver le financement des moyens de transport durables.

Art. 5. S'il est fait usage d'une carte prépayée ou d'une application, l'employeur prend les mesures nécessaires pour que ces instruments ne puissent être utilisés que pour financer les moyens de transport durables qu'il a autorisés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/11207]

21 MAART 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget, artikelen 4, 5, 9 en 23, tweede lid;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën, gegeven op 31 oktober 2018, 5 november 2018 en 13 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2018;

Gelet op het advies nr. 162/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 december 2018;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 65.400/1 van de Raad van State, gegeven op 12 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Het mobiliteitsbudget*

Artikel 1. Het mobiliteitsbudget, na aftrek, in voorkomend geval, van het deel gebruikt voor de financiering van een milieuvriendelijke bedrijfswagen en van de bijhorende kosten, wordt in zijn geheel in een virtuele vorm ter beschikking gesteld van de begunstigde werknemer.

Art. 2. De werkgever informeert de werknemers over de duurzame vervoermiddelen die hij aanvaardt om te financieren door middel van het mobiliteitsbudget.

Art. 3. De werknemer heeft op ieder ogenblik toegang tot de inlichtingen betreffende de stand van zijn mobiliteitsbudget, in het bijzonder:

- zijn identificatiegegevens in de vorm van zijn identificatienummer bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;
- de functiecategorie waartoe hij behoort;
- de datum vanaf dewelke hij tot de voornoemde functiecategorie behoort;
- het bedrag van het mobiliteitsbudget dat hem werd toegekend, na aftrek, in voorkomend geval, van het deel gebruikt voor de financiering van een milieuvriendelijke bedrijfswagen en van de bijhorende kosten;
- de inventaris van de duurzame vervoermiddelen die reeds gefinancierd werden;
- details over de toewijzing van de uitgaven in functie van de keuzes gemaakt door de werknemer;
- de datum waarop de duurzame vervoermiddelen gefinancierd werden;
- de kosten voor het beheer van het mobiliteitsbudget;
- de geldigheidsdatum van het mobiliteitsbudget;
- het beschikbaar saldo;
- de aanpassingen van het bedrag van het budget bij een functieverandering of een bevordering.

Art. 4. De werkgever bepaalt de rechtvaardigingsstukken die aan hem moeten worden voorgelegd door de werknemer om de financiering van de duurzame vervoermiddelen te bewijzen.

Art. 5. Indien gebruik wordt gemaakt van een betaalkaart of van een applicatie, neemt de werkgever de nodige maatregelen opdat deze instrumenten enkel kunnen worden gebruikt voor de financiering van de duurzame vervoermiddelen die hij heeft goedgekeurd.

Art. 6. Dans l'hypothèse d'une surconsommation du budget mobilité par le travailleur, constaté à la fin de la relation de travail qui survient avant l'expiration de la durée de validité du budget mobilité ou dans le mois au cours duquel le travailleur exerce une nouvelle fonction pour laquelle il a droit à une voiture de société d'une catégorie inférieure ou il n'a plus droit à une voiture de société dans le système salarial de l'employeur, le travailleur est tenu de rembourser à l'employeur les sommes indûment utilisées dans les 30 jours à compter de la date à laquelle il y est invité par l'employeur.

Dans l'hypothèse d'un usage abusif du budget mobilité par le travailleur, dans le sens d'un financement de moyens de transports durables non autorisés par l'employeur, le travailleur est tenu de rembourser les sommes indûment utilisées dans les 30 jours à compter de la date à laquelle il y est invité par l'employeur.

L'invitation de l'employeur visée à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2 est accompagnée d'un calcul détaillé des sommes à rembourser.

Art. 7. En cas d'insuffisance de budget mobilité pour financer la totalité d'un moyen de transport durable, l'employeur ne remboursera le travailleur qu'à concurrence du budget encore disponible.

CHAPITRE 2. — *Le compte mobilité*

Art. 8. Un compte mobilité est créé au nom du travailleur bénéficiaire.

Le compte mobilité est une banque de données dans laquelle le budget mobilité est enregistré et géré par l'employeur.

A cet effet, l'employeur peut faire appel aux services d'une tierce partie pour assurer en partie ou en totalité, en son nom la création et la gestion du compte mobilité.

L'employeur est le responsable du traitement, indépendamment du fait qu'il ait confié la création et la gestion du compte mobilité à une tierce partie.

A cet effet, il conclut un contrat qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, et définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées et les obligations et les droits du responsable du traitement, conformément aux prescriptions de l'article 28 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, l'employeur prend les mesures nécessaires afin de garantir les droits des travailleurs concernés conformément aux prescriptions de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 9. Le compte mobilité doit permettre à l'employeur :

- d'attribuer et de suivre par travailleur bénéficiaire le budget mobilité auquel ce dernier a droit et d'enregistrer tous les frais financés par le budget mobilité ;
- d'adapter à la hausse ou à la baisse le budget mobilité en cas de changement de fonction ou de promotion du travailleur bénéficiaire ;
- de bloquer l'accès au solde du budget mobilité au jour de la cessation de l'octroi du budget mobilité ;
- de procéder à un nouveau calcul du budget mobilité de manière à permettre à l'employeur de réclamer le remboursement des sommes indûment utilisées en application de l'article 6 ;
- de calculer la partie du solde du budget mobilité, qui n'a pas été utilisée par le travailleur au cours de l'année civile pour le financement des moyens de transport durables, et qui lui sera versée, une fois par an, en espèces, au plus tard avec le salaire du premier mois de l'année successive.

Art. 6. In de hypothese van een overconsumptie van het mobiliteitsbudget door de werknemer, vastgesteld bij het einde van de arbeidsrelatie dat plaatsvindt vóór het einde van de geldigheidsduur van het mobiliteitsbudget of binnen de maand waarin de werknemer een nieuwe functie uitoefent waarvoor hij recht heeft op een bedrijfswagen van een lagere categorie of hij geen recht meer heeft op een bedrijfswagen binnen het loonsysteem van de werkgever, moet de werknemer de onrechtmatig gebruikte sommen terugbetalen binnen de 30 dagen die volgen op de datum waarop hij ertoe wordt verzocht door de werkgever.

In de hypothese van een onrechtmatig gebruik van het mobiliteitsbudget door de werknemer, in de zin van een financiering van niet door de werkgever goedgekeurde duurzame vervoermiddelen, moet de werknemer de onrechtmatig gebruikte sommen terugbetalen binnen de 30 dagen die volgen op de datum waarop hij ertoe wordt verzocht door de werkgever.

Het in het eerste en het tweede lid bedoelde verzoek van de werkgever gaat vergezeld van een gedetailleerde berekening van de terug te betalen sommen.

Art. 7. In geval van een ontoereikend mobiliteitsbudget voor de financiering van de totaliteit van een duurzaam vervoermiddel, zal de werkgever de werknemer enkel vergoeden tot een bedrag van het nog beschikbaar budget.

HOOFDSTUK 2. — *De mobiliteitsrekening*

Art. 8. Een mobiliteitsrekening wordt gecreëerd op naam van de begunstigde werknemer.

De mobiliteitsrekening is een gegevensbank waarin het mobiliteitsbudget geregistreerd en beheerd wordt door de werkgever.

Hiervoor kan de werkgever een beroep doen op de diensten van een derde partij om in zijn naam de creatie en het beheer van de mobiliteitsrekening gedeeltelijk of volledig te waarborgen.

De werkgever is de verwerkingsverantwoordelijke, onafhankelijk van het feit dat hij de creatie en het beheer van de mobiliteitsrekening heeft toevertrouwd aan een derde partij.

Hiertoe sluit hij een overeenkomst die de verwerker ten aanzien van de verwerkingsverantwoordelijke bindt en die het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en de doeleinden van de verwerking, de categorieën van persoonsgegevens en de categorieën van betrokkenen alsook de verplichtingen en de rechten van de verwerkingsverantwoordelijke bepaalt overeenkomstig de voorschriften van artikel 28 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

In zijn hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke, neemt de werkgever de nodige maatregelen om de rechten van de betrokken werknemers te waarborgen overeenkomstig de voorschriften van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 9. De mobiliteitsrekening moet de werkgever toelaten om:

- per begunstigde werknemer het mobiliteitsbudget waarop laatstgenoemde recht heeft, toe te kennen en op te volgen en alle door het mobiliteitsbudget gefinancierde kosten te registreren;
- het mobiliteitsbudget te verhogen of te verlagen in geval van een functiewijziging of van een bevordering van de begunstigde werknemer;
- de toegang tot het saldo van het mobiliteitsbudget te blokkeren op de dag van de beëindiging van de toekenning van het mobiliteitsbudget;
- over te gaan tot een nieuwe berekening van het mobiliteitsbudget om de werkgever toe te laten om de terugbetaling te eisen van onrechtmatig gebruikte sommen met toepassing van artikel 6;
- het berekenen van het gedeelte van het saldo van het mobiliteitsbudget dat niet door de werknemer gebruikt werd tijdens het kalenderjaar aan de financiering van duurzame vervoermiddelen en dat hem zal uitbetaald worden, één keer per jaar, in speciën, ten laatste met het loon van de eerste maand van het volgend jaar.

CHAPITRE 3. — *Conservation des données*

Art. 10. Les données concernant le budget mobilité sont conservées dans le compte mobilité durant sept années.

L'employeur peut conserver les pièces justificatives sous toute forme de reproduction, à la condition qu'elles soient bien lisibles et que la forme de reproduction utilisée permette une surveillance efficace.

Les pièces justificatives sont conservées durant le même délai que celui visé au premier alinéa.

CHAPITRE 4. — *Modification de diverses dispositions concernant le calcul des prestations sociales*

Art. 11. L'article 7 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est complété par un quatorzième alinéa, rédigé comme suit :

« Le solde du budget mobilité qui est versé, une fois par an, en espèces, visé à l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité, est en ce qui concerne l'alinéa premier également considéré comme de la rémunération brute en fonction de laquelle la pension de retraite est calculée. ».

Art. 12. A l'article 2 de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, modifié en dernier lieu par la loi du 30 septembre 2017, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Pour ce qui concerne le secteur du chômage le solde du budget mobilité qui est versé, une fois par an, en espèces, visé à l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité est considéré comme faisant partie des montants et avantages visés à l'alinéa 3. ».

CHAPITRE 5. — *Communication de données à des tiers*

Art. 13. La communication du solde visé aux articles 11 et 12 se fait aux institutions publiques de sécurité sociale concernées par l'intermédiaire de la déclaration multifonctionnelle visée à l'article 21, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Les inspecteurs sociaux visés à l'article 17, alinéa 2, du Code pénal social ont accès aux données précitées dans l'exercice de leurs missions.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

—
Note

Références au *Moniteur belge* :

Loi du 17 mars 2019, *Moniteur belge* du 29 mars 2019.

HOOFDSTUK 3. — *Bewaring van de gegevens*

Art. 10. De gegevens inzake het mobiliteitsbudget worden bewaard in de mobiliteitsrekening gedurende zeven jaren.

De werkgever mag de rechtvaardigingsstukken in elke reproductievorm bewaren, op voorwaarde dat ze goed leesbaar zijn en de gebruikte reproductievorm een doelmatig toezicht toelaat.

De rechtvaardigingsstukken worden gedurende dezelfde termijn als deze bedoeld in het eerste lid, bewaard.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van verschillende bepalingen aangaande de berekening van sociale prestaties*

Art. 11. Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt aangevuld met een veertiende lid, luidende:

"Het saldo van het mobiliteitsbudget dat één keer per jaar in geld wordt uitbetaald, bedoeld in artikel 8, § 3, tweede lid, van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget, wordt wat het eerste lid betreft eveneens beschouwd als een brutoloon in functie waarvan het rustpensioen wordt berekend."

Art. 12. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip "gemiddeld dagloon" wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 september 2017, wordt tussen het vierde en het vijfde lid een lid ingevoegd, luidende:

"Wat de sector werkloosheid betreft, wordt het saldo van het mobiliteitsbudget dat één keer per jaar in geld wordt uitbetaald, bedoeld in artikel 8, § 3, tweede lid, van de wet van 17 maart 2019 betreffende invoering van een mobiliteitsbudget, geacht deel uit te maken van de in het derde lid bedoelde bedragen en voordelen."

HOOFDSTUK 5. — *Mededeling van gegevens aan derden*

Art. 13. De mededeling van het saldo bedoeld in de artikelen 11 en 12 aan de betrokken openbare instellingen van sociale zekerheid gebeurt door middel van de multifunctionele aangifte bedoeld in artikel 21, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

De sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, tweede lid, van het Sociaal Strafwetboek hebben toegang tot de voormelde gegevens voor de uitoefening van hun taken.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De minister bevoegd voor Werk, de minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

—
Nota

Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 17 maart 2019, *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 2019.